

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5436 - Vendredi 30 - Samedi 31 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Covid-19

Le journaliste de Canal Algérie Salem Azzi n'est plus

Page 16

Alimentation en eau potable

Dessalement de l'eau de mer : Sonatrach s'implique dans un plan d'urgence

Page 3

Et si c'était le pic de la troisième vague ?

Par Mohamed Habili

Les chiffres aussi bien des nouveaux cas que ceux des décès enregistrés en fin de la journée de jeudi étant en net recul par rapport à ceux de la veille, impossible de ne pas supposer qu'il s'agisse en l'espèce du renversement caractéristique du passage par un pic dans la vague actuelle. Celle-ci, baptisée la troisième, est bien plus haute et mortelle que les deux précédentes du fait de la prédominance du variant Delta. Pour la première fois, le nombre des décès a frôlé la cinquantaine, et même l'aurait nettement dépassé s'il faut en croire des rumeurs pour le moins persistantes. Ce qui pour autant ne veut pas dire qu'elles soient dans le vrai. Une rumeur n'en est une que dans la mesure où elle est persistante justement. Il n'en reste pas moins que jusqu'au déferlement de cette vague, il était plus question de vaccination que d'autre chose s'agissant de la pandémie. Et en premier lieu de ce qu'il faudrait faire pour intensifier sa campagne, le principal obstacle placé sur son chemin étant moins la pénurie de vaccins que la relative rareté des candidats à la vaccination, les Algériens en effet ne se bousculant pas aux portillons des lieux voués à cette opération. La force de frappe et de conviction de la vague a changé jusqu'à l'ordre des priorités.

Suite en page 3

Face au manque de moyens des hôpitaux

Formidable élan de solidarité pour venir en aide aux malades



Ph.D. R.

Face à la hausse fulgurante des cas de contamination au Covid-19 et l'absence de moyens et d'équipements dans les hôpitaux algériens, l'élan de solidarité s'intensifie de plus en plus pour soulager les malades, le personnel médical dépassé et pallier les faiblesses criantes du système de santé. Des citoyens anonymes et des groupes industriels privés s'impliquent dans cet élan solidaire. Page 2

Impactés par le confinement

Les «taxieurs» demandent des mesures spéciales

Page 3

Festival du film francophone d'Angoulême

Le cinéma algérien à l'honneur

Page 7

Face au manque de moyens des hôpitaux

Formidable élan de solidarité pour venir en aide aux malades

■ Face à la hausse fulgurante des cas de contamination au Covid-19 et l'absence de moyens et d'équipements dans les hôpitaux algériens, l'élan de solidarité s'intensifie de plus en plus pour soulager les malades, le personnel médical dépassé et pallier les faiblesses criantes du système de santé. Des citoyens anonymes et des groupes industriels privés s'impliquent dans cet élan solidaire.

Par Louisa Ait Ramdane

Le pays fait face à une montée impressionnante des cas de contamination au Covid-19 et le nombre de personnes en détresse respiratoire est en forte hausse, ce qui engendre la surcharge des structures de santé qui se retrouvent débordées face au flux de malades qui arrivent chaque jour et un manque criant d'appareils respiratoires et d'oxygène médical. Pour les aider à surmonter cette crise sanitaire, le personnel médical a fait un appel à la solidarité du peuple algérien.

Ainsi, les initiatives citoyennes se sont multipliées pour venir en aide aux malades atteints de Covid, principalement pour les pourvoir en oxygène ou en appareils concentrateurs de ce produit vital.

A Tizi Ouzou, des collectes d'argent sont en cours pour aider les structures de santé dans l'achat du matériel nécessaire, tel que les concentrateurs d'oxygène et aussi la distribution de l'eau, du gel hydroalcoolique et des masques aux familles démunies. Les élans de solidarité et d'autres initiatives se multiplient dans plusieurs daïras de la wilaya. Sur les réseaux sociaux, les initiatives d'information et d'entraide se relaient sans cesse, au grand bonheur des familles de malades. Plusieurs artistes, influenceurs et personnalités publiques ont répondu favorablement aux cris de détresse des médecins et de la population et ont lancé des cagnottes en ligne en Algérie, en France et dans d'autres pays, afin de collecter des fonds pour acquérir de nouveaux appareils respiratoires. En plus de la solidarité citoyenne, les opérateurs économiques multiplient les actions visant à soulager les structures de santé et leur venir en aide pour pouvoir faire face à l'afflux de patients toujours important.

La laiterie Soummam lance un appel pour financer 10 stations de production d'oxygène

La laiterie «Soummam» de la wilaya de Béjaïa a lancé jeudi un appel pour le financement de dix stations de production d'oxygène à travers le territoire national, a indiqué l'entreprise dans un communiqué rendu public. L'appel de l'entreprise localisée dans la zone industrielle de Taharacht à Akbou, est adressé autant aux organismes sanitaires privés que publics, engagés dans cette opération de lutte contre la pandémie, mais qui

manquent de moyens pour concrétiser leurs objectifs, souligne le communiqué.

Dans cet ordre d'idées inhérent à la solidarité et à la lutte contre le Covid-19, une autre entreprise sise à Béjaïa, à savoir la SNC Boudiab, a exprimé sa volonté de financer, à elle seule, une station de génération d'oxygène au profit du CHU de Béjaïa. Son patron l'a annoncé sur les ondes de la radio locale, estimant que le devoir de son entreprise est d'être aux côtés des citoyens. Une large chaîne de solidarité s'est déjà mise en place depuis lundi dernier pour ce projet, réussissant à rassembler une cagnotte considérable que d'aucuns espèrent voir affectée à l'achat d'une installation identique au profit de l'hôpital Frantz-Fanon.

Rebrab va importer 4 000 concentrateurs d'oxygène

Le Groupe Cevalat s'est joint à la cause. Son P-dg, Issad Rebrab, compte importer 4 000 concentrateurs d'oxygène au profit des structures hospitalières du pays. «Nous comptons importer une quantité importante de concentrateurs d'oxygène (4 000). Nous sommes en contact permanent avec les autorités compétentes pour permettre la réalisation de cette opération. Ces équipements seront distribués sur les différents établissements hospitaliers à travers le territoire national», a déclaré Mouloud Ouali, directeur de la communication du Groupe Cevalat.

Une série de mesures pour assurer la disponibilité de l'oxygène

Les choses semblent bouger aussi du côté de l'Etat. Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmen Benabderrahmane, a affirmé que l'Etat avait pris une série de mesures pour assurer la disponibilité de l'oxygène dans les établissements hospitaliers et répondre à la demande croissante due à la recrudescence des contaminations au Covid-19. En chiffres, Aïmen Benabderrahmane a fait état de la réception de 15 000 concentrateurs d'oxygène, dont 1 050 déjà réceptionnés, et 750 autres étaient prévus pour hier, mais également de l'acquisition de 2 250 concentrateurs entre les 3 et 5 août prochain, tandis que d'autres cargaisons seront reçues par lots à compter du 10 août.

L'Algérie a passé com-



P.H.D. R.

qués. Le ministre a fait état, en outre, de contacts avec les ambassadeurs algériens en Italie, Belgique, Allemagne, France et Espagne, pour l'acquisition de concentrateurs et de générateurs d'oxygène auprès des producteurs de cette matière vitale dans les plus brefs délais. Le ministre a fait savoir que des démarches sont en cours pour dépêcher des navires algériens et des avions cargo pour l'acquisition de l'oxygène liquide, indiquant s'être entretenu ce matin avec cinq producteurs d'oxygène qui ont affirmé que la demande ne sera pas satisfaite avant deux mois.

Près de 3,5 millions de personnes vaccinées à ce jour

Alors que l'Etat a acquis jusqu'à fin juillet, près de 3,5 millions de personnes ont été vaccinées en Algérie depuis l'entame de l'opération de vaccination. Selon les services du Premier ministre, un total de 3 421 279 personnes ont été vaccinées, dont 2 696 467 personnes ont reçu la première dose de vaccin, tandis que 724 812 personnes ont reçu la deuxième dose de vaccin. Concernant la production d'oxygène et gaz médicaux, un total de la production moyenne journalière de 400 000 litres est enregistré et livré aux établissements hospitaliers, a-t-on encore précisé.

La même source a également souligné une commande lancée pour l'acquisition de 5 000 concentrateurs, ainsi que les autorisations accordées aux opérateurs privés pour l'acquisition de 6 000 concentrateurs. S'ajoute à cela, la levée de toute contrainte administrative pour l'importation de concentrateurs par les particuliers.

Pour l'importation de l'oxygène, trois citernes cryogéniques d'une capacité de 60 000 litres, ainsi que 10 unités mobiles générateurs d'oxygène d'une capacité de 20 000 à 40 000 litres/jour sont en cours d'acquisition, révèle la même source.

L. A. R.

mande de 10 unités de production d'oxygène

L'Algérie a passé commande, poursuit-il, pour l'acquisition de 10 unités de production d'oxygène d'une capacité de 20 000 et 40 000 litres, à répartir sur les grands établissements hospitaliers, ce qui permettra, selon lui, d'atténuer la pression qui prévaut actuellement au sein des hôpitaux. Benabderrahmane fera état également d'une mesure urgente prise dans ce sens, consistant en l'importation de plus de 160 000 litres d'oxygène, en sus d'autres quantités. A ces mesures, s'ajoutent d'autres telles que l'affectation des structures hôtelières aux patients afin de mieux les prendre en charge et de leur fournir les quantités d'oxygène nécessaires.

Dans le même sillage, le Premier ministre a souligné que «l'immensité du territoire national nécessite la mise en place des mécanismes permettant de répondre à tous les besoins en temps opportun, et c'est ce que nous avons fait à travers la création d'une cellule de crise au niveau du Premier ministre, qui a géré cette phase de manière efficace et efficiente, en sus d'une cellule opérationnelle qui a commencé son travail mercredi, dans le but de répondre opérationnellement à tous les besoins au niveau des centres hospitaliers».

Réception prochaine de 6 000 concentrateurs d'oxygène

6 000 nouveaux concentrateurs d'oxygène seront récep-

tionnés prochainement, a annoncé le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, lors d'une rencontre d'évaluation, tenue en visioconférence, avec les directeurs locaux de la Santé. «Ce n'est pas facile compte tenu de la demande importante à travers le monde, notamment par les grandes puissances», dit-il. Un premier lot de 1 050 concentrateurs d'oxygène à usage individuel est arrivé dimanche, en attendant la réception graduelle de 9 000 autres unités dans deux semaines.

Le ministre de la Santé a affirmé que «le problème majeur dont souffrent les hôpitaux algériens actuellement est le manque d'oxygène et non les lits», exhortant à «la coopération entre tous pour surpasser cette crise» en rassurant le citoyen loin de tout stress et discours pessimistes.

A ce propos, le ministre a appelé les directeurs de la santé à réquisitionner des hôtels et d'autres infrastructures pour l'accueil des malades Covid-19 qui ne nécessitent pas plus de 10 litres d'oxygène, et ce, pour permettre aux hôpitaux de se consacrer à la prise en charge des cas plus difficiles et compli-

Bilan des dernières 24 heures

1 521 nouveaux contaminés et 30 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 30 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 2 cas de plus que le bilan d'hier (28), portant à 4 219 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 1 521 cas, soit 16 cas de moins par rapport au bilan d'hier (1 537), pour atteindre, au total, 170 189 cas confirmés.

R. N.

Alimentation en eau potable

Dessalement de l'eau de mer : Sonatrach s'implique dans un plan d'urgence

« Afin de contribuer à l'alimentation en eau potable des habitants des wilayas côtières et pallier la raréfaction des eaux superficielles induite par les changements climatiques, un nouveau plan d'urgence permettant de doter l'ensemble des wilayas côtières d'une station de dessalement de l'eau de mer est en préparation sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune », a indiqué le ministre des Energies et des Mines.

Par Thinhinene Khouchi

« Dans sa première phase, ce plan prévoit la réalisation d'une station de dessalement de l'eau de mer (SDEM) d'une capacité de 250 000 m³ par jour dans Alger-Ouest, une autre à Cap Djinet avec 400 000 m³ par jour et une troisième station à El Tarf 250 000 m³/j », a précisé Mohamed Arkab lors de son intervention en marge de la cérémonie de signature de lettres d'engagement entre deux filiales de Sonatrach (AEC et GCB) avec la société Cosider Canalisation pour la réalisation de trois stations de dessalement de l'eau de mer à l'Est d'Alger d'une capacité globale de 150 000 m³/j, dans le cadre d'un premier plan d'urgence. Il a également révélé que « d'autres projets sont en phase d'étude et concerneront les wilayas d'Oran, Mostaganem, Jijel, Skikda, Béjaïa et Tizi Ouzou, dans le cadre de ce plan », affirmant que « l'objectif est d'implanter une station de dessalement dans chaque wilaya du littoral algérien ». Ces stations de dessalement de l'eau de mer permettront de « contribuer à l'alimentation en eau potable des habitants de ces régions et pallier la raréfaction des eaux superficielles induite par les changements climatiques », a-t-il expliqué. Evoquant les trois projets lancés ce jeudi, à savoir une



SDEM à Bordj El Kiffan, une à El Marsa (Alger-Est) et une autre à Corso (Boumerdès), Arkab a insisté sur les compétences des filiales de Sonatrach en charge de leur réalisation, soulignant « leur expérience avérée dans ce genre de projets ». Il a, par ailleurs, affirmé la « coordination totale » avec le ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, ainsi qu'avec les wilayas d'Alger et de Boumerdès, notamment pour la mise à disposition rapide des assiettes foncières devant les accueillir, afin d'« entamer les travaux de réalisation au cours de la première semaine du mois d'août ». Pour sa part, le ministre

des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, a indiqué que la mise en service de ces trois stations permettra de « réduire de 72 % le recours aux eaux superficielles dans la capitale ». Par ailleurs, M. Hasni a annoncé la réalisation, à moyen terme, de « deux grandes stations de dessalement de l'eau de mer, une à Alger-Est et l'autre à Alger-Ouest, d'une capacité de 300 000 m³/j chacune, ce qui permettra de couvrir à 130 % les besoins assurés actuellement par les eaux superficielles », précisant que les barrages qui alimentent actuellement Alger Est, à l'instar de Taksebt, Koudiat Asserdoune et

Keddara, seront orientés vers l'alimentation des wilayas de Boumerdès, Tizi-Ouzou, M'sila, Bouira et Médéa. De plus, le barrage de Douéra, qui alimente Alger Ouest, sera orienté vers l'irrigation des terres agricoles, alors que celui de Bouroumi, à Blida, servira à alimenter la wilaya de Tipaza et pourra même alimenter la wilaya de Aïn Defla, a ajouté M. Hasni. Affirmant que la stratégie du secteur, à moyen terme, prévoit l'implantation de SDEM dans les 14 wilayas situées sur la bande côtière du pays, où se concentre 95 % de la population, M. Hasni a expliqué que « ces stations permettront d'alimenter les régions situées à 150 km du littoral, vers l'intérieur du pays, afin d'en faire bénéficier les wilayas des Hauts-Plateaux ». Pour sa part, le wali d'Alger, Youcef Chorfa, a indiqué que les 150 000 m³/j supplémentaires qu'assureront les futures stations de Bordj El Kiffan, El Marsa et Corso, additionnés aux 280 000 m³/j issus des 222 (102+120) nouveaux forages réalisés respectivement par le ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique et par la wilaya d'Alger avec l'assistance de Sonatrach et Cosider et qui seront livrés en totalité au plus tard le 15 septembre, permettront une production moyenne de 1 million m³/j au début de la saison estivale de l'année prochaine.

T. K.

Impactés par le confinement

Les «taxieurs» demandent des mesures spéciales

Les chauffeurs de taxi sont frappés de plein fouet par la crise sanitaire due au Covid-19, qui les empêche d'exercer normalement. Suite aux nouvelles mesures de confinement pour faire face à la propagation du virus, le syndicat des «taxieurs» monte au créneau pour exiger un traitement spécial, qui leur permettra de limiter les pertes. Ainsi, le bureau de wilaya des chauffeurs de taxi d'Alger, affilié à l'UGTA, demande aux autorités de leur délivrer une autorisation spéciale et prolonger les horaires de travail dans la soirée. Cette mesure, explique-t-on, leur

évitera des problèmes avec les services de sécurité au cas où le transporteur, après avoir déposé un client, est de retour chez lui après l'horaire réglementaire du couvre-feu. Aussi, le bureau des chauffeurs de taxi d'Alger, cité par des médias, a appelé la tutelle à trouver la formule adéquate pour couvrir les pertes subies, depuis des mois, par les transporteurs inter wilayas, surtout que la situation a empiré dernièrement avec la hausse des cas de contamination au coronavirus. Ces derniers, dans un communiqué cité par El Bilad.net, espéraient voir

les choses s'améliorer, mais hélas la situation épidémiologique s'est plutôt dégradée, causant des pertes à ces transporteurs. Surtout, affirment-ils, qu'ils sont appelés à s'acquitter de lourdes charges, en plus de la baisse de leurs rentrées.

Face à cette situation difficile, le bureau de wilaya d'Alger des chauffeurs de taxi formule un ensemble de propositions afin que les transporteurs ne subissent pas seuls les préjudices financiers causés par l'épidémie de coronavirus. A cet effet, ils proposent l'application de « légères augmentations » sur les

tarifs allant de 100 à 200 DA, selon la distance à parcourir. Ce qui leur permettra, expliquent-ils, de couvrir 75 % de leurs frais et ne subir qu'une perte de seulement 25 %. « Cela donnera un nouveau souffle aux chauffeurs de taxi et leur permettra d'appliquer le protocole sanitaire », ajoutent-ils. Il est à rappeler que les autorités publiques ont décidé, dimanche dernier et pour une durée de 10 jours, la suspension de l'activité de transport urbain et ferroviaire des voyageurs durant les week-ends dans toutes les wilayas concernées par le confinement partiel à

M. H.

domicile. Une mesure qui ralentira la circulation des personnes et impactera les taxieurs.

Aomar Fekrache

Projet «Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie» Acquisition de 3 000 concentrateurs d'oxygène

Le Projet «Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Algérie» annonce la réception, aujourd'hui, d'un premier lot de 750 concentrateurs d'oxygène, sur une commande globale d'ur-

gence de 3 000 unités, au profit des structures sanitaires publiques. La centrale d'achats du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) basée à Copenhague a réussi à

sécuriser cette importante commande dans un contexte de forte demande mondiale pour les concentrateurs d'oxygène utilisés dans la prise en charge des patients atteints de Covid-19.

Cette commande intervient en réponse à une demande expressément présentée par le ministère de la Santé. L'acheminement de ces concentrateurs est assuré par un avion de transport de

l'Armée nationale populaire et sa réception aura lieu à la base logistique de Boufarik. Le reste de la commande sera acheminé la semaine prochaine par voie aérienne.

R. S.

LA QUESTION DU JOUR

Et si c'était le pic de la troisième vague ?

Suite de la page une

C'est ainsi qu'il est pour l'heure moins question de vaccination que d'oxygénation, et subsidiairement de renforcement des capacités d'accueil des hôpitaux, qui quoique mis à rude épreuve n'ont pas encore plié sous le nombre. Et puis, contre toute attente, on est passé de plus de 2 000 contaminations, et d'une cinquantaine de décès par jour, à quelque 1 500 nouveaux cas et moitié moins de décès. Si ce n'est pas là une erreur de calcul, l'amplitude de la baisse est telle qu'elle semble bien être l'effet d'un retournement de tendance. Cela en a l'air en tout cas. Les deux ou trois jours à venir nous en diront sûrement plus. Toujours est-il que par les temps qui courent on aurait plus parié sur la montée de la crue que sur la décrue. Au vu de la courbe des contaminations, le pic n'est pas derrière nous en effet, mais devant nous, toutefois pas si loin qu'il ne puisse être vu d'ici et de maintenant. Lorsqu'une vague monte, il n'a qu'à faire le dos rond, à chercher un abri, et à attendre qu'elle passe. Il n'existe aucun moyen de l'arrêter, pas même une vaccination avancée, ce qui est d'ailleurs loin d'être notre cas, ou de celui d'un de nos voisins les plus proches. On peut s'en rendre compte sur le cas de la Grande-Bretagne, l'un des pays où la couverture sanitaire est le plus avancée dans le monde, et où cependant des dizaines de milliers de nouveaux cas sont enregistrés quotidiennement, en raison notamment de la levée quasi complète des restrictions. Dans ce pays, la vie a pour l'essentiel repris son cours normal, cela grâce à la vaccination. Sans doute des dizaines de décès sont-elles encore rapportées toutes les 24 heures. Mais avec un chiffre de contaminations dix fois moindre, la Tunisie déplore deux fois plus de décès. L'Algérie en est aujourd'hui à connaître un nombre de décès comparable à celui de la France, mais avec un nombre de nouveaux cas quotidiens nettement moindre. Dans ce cas aussi, l'explication est à chercher dans les taux de vaccination des deux pays, celui de la France étant bien plus important.

Textiles

Zaghdar reçoit les responsables du Groupe Getex

■ Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a tenu, jeudi, une réunion avec les responsables du Groupe public textiles et cuirs (Getex) et ses filiales, dans le cadre des rencontres que tient le premier responsable du secteur avec les groupes publics industriels, indique un communiqué du ministère.

Par Halim N.

Activant dans la production et la commercialisation des produits textiles, l'habillement, la maroquinerie et les chaussures, le Groupe Getex satisfait aux besoins de plusieurs institutions officielles et publiques, et

El Tarf

Campagne de vaccination au profit des douaniers

La campagne de vaccination contre le Covid-19, lancée jeudi par l'inspection divisionnaire des Douanes de la wilaya d'El Tarf, relevant de la Direction régionale des Douanes d'Annaba, a enregistré une importante affluente des affiliés du corps, leurs familles ainsi que des retraités.

Organisée au siège de l'Inspection locale des douanes, en étroite coordination avec les services de la Direction de la santé et la population de la wilaya d'El Tarf, la campagne de vaccination contre le Covid-19 a connu une grande affluente et une parfaite organisation, a indiqué le directeur local de ce corps constitué, Sabri Ghanem.

Pas moins de 100 personnes, des douaniers et leurs familles, ont été vaccinées dans le cadre de cette opération qui s'inscrit dans le cadre de l'adhésion aux recommandations du Comité national de lutte contre l'épidémie de coronavirus qui a connu une terrible propagation ces derniers jours, a ajouté la même source, précisant que deux médecins relevant du centre médico-social (CMS) de la mutualité douanière, aux côtés de deux cadres du secteur médical d'El Tarf, ont été mobilisés pour la réussite de cette campagne.

Destinée à lutter contre le Covid-19 et à préserver la santé des travailleurs et leurs familles contre d'éventuelles contaminations, cette campagne de vaccination touchera, dans les prochains jours, les deux postes frontaliers d'Oum Theboul et El Ayouna, par ailleurs, fait savoir le même responsable qui a mis en avant les efforts consentis par l'Etat pour protéger la santé publique en cette conjoncture sanitaire difficile induite par la pandémie.

Les douaniers et leurs familles ont, à cette occasion, reçu une série d'explications et autres détails sur le Covid-19 ainsi que les moyens de prévention à suivre pour l'endiguer par le biais d'une visioconférence animée par la Professeure Karima Ben Mohamed, vice-recteur, chargée de la médecine préventive des affections chroniques à la faculté de médecine de Constantine.

K. L.

œuvre à augmenter sa part de marché dans les produits du textile destinés au grand public, précise le ministère.

La réunion a été l'occasion, selon la même source, de présenter un aperçu sur ce groupe stratégique de par la main-d'œuvre qu'il emploie dans les quatre coins du pays, ses capacités, ses secteurs d'activités, ses projets actuels et futurs, en sus de la proposition de solutions aux entraves qui se dressent devant la concrétisation des objectifs tracés, ce qui permettra au groupe d'augmenter ses capacités de production, s'élevant actuellement à 40 % seulement. Le Groupe a des horizons prometteurs en termes de positionnement sur le marché national, voire sur les marchés extérieurs, et ce, dépit des difficultés qu'il rencontre, notamment financières (manque d'accompagnement bancaire pour les crédits d'exploitation et difficultés dans le recouvrement des créances), des difficultés d'approvisionnement en matières premières et le manque de formation dans ce domaine, dans le stylisme en particulier.

Intervenant au terme de ces explications, M. Zaghdar a donné des instructions pour insuffler une nouvelle dynamique au Groupe, à même de lui permettre de s'adapter aux développements survenant dans le secteur.

Le ministre a appelé les responsables du Groupe à la restructuration de cette filière pour une meilleure cohésion, à exploiter tous les moyens offerts et à consentir davantage d'efforts pour décrocher de nouvelles parts de marché, notamment en direction du grand public, et ne pas recourir en totalité à la com-



Ph.D. R.

mande publique émanant des institutions officielles.

M. Zaghdar a rappelé toute l'importance de la formation dans ce domaine pour se mettre au diapason des nouveautés du domaine des textiles, notamment ce qui a trait au stylisme afin d'attirer le consommateur, de plus en plus exigeant face à l'abondance de l'offre et la concurrence féroce dans le secteur.

Le ministre a donné enfin des instructions pour l'élaboration d'un plan d'action d'urgence (PAU) incluant les objectifs et phases à suivre à moyen terme.

Ainsi que les responsables du Groupe Imetal

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a reçu, jeudi à Alger, les responsables du Groupe des industries métallurgiques et sidérurgiques (Imetal), avec lesquels il a évoqué la situation du Groupe et les problèmes rencontrés par certaines

de ses filiales, indique un communiqué du ministère.

Au cours de cette rencontre, le ministre a suivi «des explications sur la situation du Groupe ainsi que les problèmes auxquels se heurtent certaines de ses filiales, notamment l'EPE Sider El-Hadjjar, l'EPE Batimetal et la Société nationale de zinc l'EPE Alzinc SPA», a précisé le communiqué.

Les responsables d'Imetal ont présenté leurs propositions et leur vision «pour la résolution des problèmes qui se posent et permettre à ces entreprises de retrouver leurs équilibres et leurs capacités de production», a poursuivi la même source.

Dans ses directives aux cadres du Groupe, M. Zaghdar a souligné «la nécessité de redoubler d'efforts en vue de permettre à ces entreprises une sortie rapide des crises qu'elles traversent depuis plusieurs années».

A cet effet, le ministre de l'Industrie a instruit les responsables du Groupe à l'effet d'élaborer «un plan d'action d'urgen-

ce» (PAU) qui comprend des solutions à tous les dysfonctionnements constatés et permet au Groupe d'atteindre une productivité et une rentabilité à même d'augmenter la production nationale en fer et dérivés, et de réduire la facture d'importation de l'Algérie.

Dans le même sillage, il a relevé «la nécessité de maîtriser les outils de gestion et de production en comptant sur les compétences algériennes, outre l'importance de la contribution du partenaire social à la relance de ces entreprises».

Après avoir évoqué l'importance des industries métallurgiques et sidérurgiques au vu de leur rôle comme locomotive pour toutes les autres filières industrielles, M. Zaghdar a affirmé que son département ministériel «suit de près l'évolution de la situation de ce Groupe et de ses filiales, et œuvrera pour leur accompagnement dans la résolution de certains problèmes, à condition qu'il y ait plus d'efficacité et de rentabilité à court terme». H. N.

Vaccination à Mostaganem

Face à la pressante demande, le wali réorganise les opérations

Au vu de la recrudescence de la contagion par le nouveau virus et de la pression des masses constantes sur les quelques structures de vaccination initialement ouvertes au public, de nouvelles décisions devraient être prises en urgence. A cet effet, le wali, Aïssa Boulahya, a présidé la réunion de la commission de sécurité sanitaire dans le but de réorganiser les opérations de vaccination à travers la wilaya. Face à la galopante contamination par le variant «Delta», estimé assez dangereux et à la pressante demande, ces décisions vont dans le sens de l'anticipation et la protection des citoyens. La multiplication des points de vaccination impliquant les structures

sanitaires et son personnel médical et paramédical de la Casnos, de la Cnas, des Douanes algériennes, l'Université, la Direction de la Jeunesse et des Sports, a été une décision assez mûrie pour faire face à la croissante demande de vaccination, d'une part, et d'autre part, faire baisser la pression sur les centres antérieurement sélectionnés. Ces opérations exécutées sous la responsabilité du secrétaire général furent lancées à partir du siège de la wilaya, en parfaite coordination, garantissant bien évidemment le succès. Une lutte sans merci contre la progression des chiffres de contagion est mieux engagée et autrement par des décisions

responsables. En effet, l'implication des médecins et des paramédicaux des structures extra secteur de la Santé est une action intelligente, car ce soutien est plus qu'indispensable. Cette contribution utilisant les CMS (centre médico-social) comme celui de la police aux HLM est une initiative très louable. Ces décisions viennent se greffer à celles prises au début de la semaine et consolideront la stratégie de lutte contre cette grave menace de mort. L'implantation de chapiteaux à travers les quartiers de la ville, notamment ceux à forte population, l'utilisation des salles omnisports à travers la wilaya aideront, sans nul doute, à vulgariser le vaccin chez les

citoyens. Cette détermination des autorités de la wilaya à protéger les citoyens de la menace est précieusement consciencieuse, car même les mosquées, lors du prêche du vendredi, auront à contribuer pour diffuser les informations sur les divers sites de vaccination mis à la disposition des citoyens à travers toute la wilaya. Ces dispositions, consistant à multiplier les points de vaccination, apaiseront cet atmosphère angoissante chez les sujets désireux de se faire vacciner. Avec une telle organisation, l'espoir resurgit chez les populations car le doute se dissipe et les esprits s'apaisent, écartant ainsi la désinformation souvent pernicieuse. Lotfi Abdelmadjid

Maison africaine de l'exportation

Créer la richesse dans le continent africain, une priorité pour l'Algérie

■ Le P-DG de la Société d'ingénierie de l'innovation et de la prospective économique (Fnipec), M. Saïdi, également président de la Maison africaine de l'exportation, a affirmé que l'Algérie œuvrait, à travers cette entreprise économique, à se faire une place dans les pays africains, de manière à hisser la cadence import-export et créer de la richesse au profit des générations futures.



Par Salem K.

Dans une déclaration lors de la journée d'information sur «la Maison africaine de l'exportation», devant les représentants diplomatiques de nombre de pays africains, M. Saïdi a jugé primordial de «tirer profit de cette guerre économique que mène le monde et l'orienter au service du continent africain».

Présentant un exposé détaillé sur la structure de la Maison, le même responsable a indiqué que la naissance de cette institution se voudrait un premier pas

vers l'accès effectif de l'Algérie à la Zlecaf.

La Maison africaine de l'exportation est ainsi une plateforme commerciale qui aidera, poursuit-il, les exportateurs algériens à atteindre les 5 milliards de dollars de recettes hors hydrocarbures, tel que prévu par le projet du président de la République.

Dans le cadre des préparatifs, une smartcarte, faisant office de passeport vers les pays d'Afrique, sera octroyée aux exportateurs inscrits à la Maison, a indiqué M. Saïdi, démontrant comment les coordonnées des inscrits seront transmises, de

manière régulière, aux diverses instances nationales concernées par le commerce extérieur.

Par ailleurs, il a fait remarquer que la Direction de l'exportation et de la logistique de la Maison œuvrait à parvenir à un accord avec Air Algérie Cargo, le but étant de réduire les tarifs des billets et assurer le fret de retour.

«Nous avons entamé des démarches pratiques avec Air Algérie Cargo afin d'obtenir des avantages et des remises sur les billets, et en retour, nous réduirons davantage les coûts pour les exportateurs et travaillerons avec la compagnie aérienne pour garantir que les vols ne reviennent pas à vide», a-t-il précisé.

La Maison africaine est considérée comme une institution économique dotée d'un registre du commerce, autofinancée, et comprend à ce jour 134 opérateurs économiques. Elle s'apprête à de grandes opérations d'exportation à partir de septembre prochain, à commencer par l'exportation de 850 tonnes de ciment vers le Sénégal.

M. Saïdi a également fait état du lancement du Réseau africain des exportateurs, à partir du 1^{er} août prochain, où un nombre important de pays seront saisis

pour permettre à leurs opérateurs de rejoindre ce réseau.

Pour sa part, le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (Cipa), Abdelwahab Ziani, a indiqué que les entreprises économiques, publiques et privées, se sont engagées dans un processus de restructuration en vue de pouvoir pénétrer les marchés africains et adapter la qualité des produits aux modes de consommation en Afrique, notamment en termes de qualité, d'emballage et de modèles de commercialisation.

M. Ziani a également précisé que la Maison africaine permettrait de savoir ce que les pays africains consomment et ce que nous pouvons exporter ou importer à partir de ces pays, soulignant les grandes potentialités de l'Algérie dans le domaine de la production industrielle.

Il a aussi relevé la nécessité d'associer les frères africains, notamment dans la formation des jeunes de plusieurs pays africains, afin de leur permettre de devenir des ambassadeurs du produit algérien en Afrique, et de les orienter, d'autre part, à l'exportation de leurs produits.

De son côté, le président de l'Association nationale des produits du terroir, Lahlou Sid Ali, a

indiqué que la Maison africaine a des objectifs à long terme qui contribueront à identifier toutes les difficultés rencontrées par les opérateurs en matière d'export et à leur permettre de trouver des solutions en exploitant les informations disponibles.

L'intervenant a également appelé à l'activation de la route transsaharienne et à l'exploitation des moyens de logistique dans les pays africains concernés par les échanges.

M. Lahlou a, en outre, souligné la nécessité de réaliser des études plus approfondies du marché africain, en vue de déterminer la qualité des produits requis et d'étudier les prix et les conditions de transport ainsi que les détails de la certification des produits.

Cette journée d'information a vu la présence de nombreux ambassadeurs de pays africains, des représentants d'institutions financières et bancaires, des opérateurs économiques des deux secteurs public et privé, des membres de la Maison africaine de l'exportation et des fédérations et associations nationales.

S. K.

Boulakhras

L'intégration du produit national dans l'équipement des infrastructures énergétiques est «irréversible»

L'intégration du produit national dans l'équipement des infrastructures énergétiques du pays est une «voie irréversible et une attente des pouvoirs publics», a affirmé, jeudi à Médéa, le président-directeur général (P-DG) de Sonelgaz, Chaïr Boulakhras.

«Il faut faire confiance aux opérateurs industriels privés nationaux, leur donner l'occasion de s'affirmer et contribuer au développement du secteur de l'énergie électrique et gazière dans le pays», a déclaré Boulakhras, en marge de sa visite dans la wilaya de Médéa, où il a inspecté

les nouveaux postes électriques installés dans la commune de Boughezoul, la centrale électrique de Berrouaghia et une unité de fabrication de filtres pour turbines à gaz, située dans la commune de Draa-Smar, à l'ouest de la wilaya.

La conjoncture actuelle «impose de créer, selon le P-dg de Sonelgaz, un écosystème, où les opérateurs industriels nationaux auront à jouer un rôle capital permettant de s'adapter à l'évolution du marché et de la demande en énergie, électrique ou gazière», a-t-il expliqué, ajoutant que l'intégration du produit natio-

nal «n'est plus un choix, mais une option stratégique et irréversible devant mener à réaliser une synergie dans le partenariat privé-public».

M. Boulakhras a fait état, en outre, de l'entame d'une vaste opération de transfert de gestion des dépôts de gaz public, précédemment confiée à la Société algérienne de gestion du réseau de transport de gaz (GRTG), au profit de Sonelgaz.

L'opération devrait toucher, selon ce responsable, plus de 4 000 DP (petite installation de distribution de gaz), éparpillés sur l'ensemble du territoire national, souli-

gnant que cette opération s'inscrit dans le cadre de «la concentration des filiales de l'entreprise et un retour à la vocation d'énergéticien de cette grande firme nationale». Outre «l'impératif d'être présent physiquement sur le terrain pour mieux gérer ce nombre important de dépôts de gaz public, ce transfert de gestion est une exigence induite par l'évolution du marché national qui compte pas moins de 11 millions d'abonnés en électricité et 6,5 millions pour la gaz», a fait observer M. Boulakhras.

G. H.

Energie

Le pétrole profite du dollar faible et se rapproche de ses plus hauts

Les cours du pétrole ont terminé en hausse jeudi, profitant toujours d'une baisse des réserves aux Etats-Unis ainsi que d'un dollar affaibli, pour se rapprocher de leurs récents sommets.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a terminé en hausse de 1,75 % ou 1,31 dollar, à 76,05 dollars, à Londres.

A New York, le baril de WTI a lui progressé de 1,71 % ou 1,23

dollar, à 73,62 dollars.

Pour Matt Smith, responsable de la recherche sur les matières premières pour le cabinet ClipperData, le marché continuait de profiter de la baisse plus importante que prévu des réserves américaines de brut, annoncée mercredi.

Il était aussi soutenu par le communiqué de la Banque centrale américaine (Fed) et par les déclarations de son président, Jerome Powell, qui a maintenu,

sans surprise, son ton accommodant, ce qui a entraîné le dollar à la baisse.

Souvent lié aux variations de sa monnaie d'échange et de cotation, le pétrole a alors gagné encore un peu plus de terrain.

Il a clôturé proche de ses plus hauts niveaux de la séance, à portée de fusil des sommets connus début juillet.

Le WTI avait alors atteint 76,98 dollars le baril et le Brent

77,84 dollars, des niveaux plus vus depuis respectivement novembre 2014 et octobre 2018.

Pour autant, même si la demande est soutenue, Matt Smith ne voit pas l'or noir grimper beaucoup plus.

«Quand on a approché ce seuil des 80 dollars début juillet, le marché a été un peu craintif, parce que la reprise de la demande est chaotique», selon l'analyste de ClipperData, du fait des incertitudes liées à la trajec-

toire de la pandémie de coronavirus, en particulier en Asie.

Aujourd'hui, les mêmes préoccupations demeurent, avec la propagation toujours importante du variant Delta. Matt Smith a notamment souligné que la demande avait molli en Chine et en Inde, deux gros consommateurs de pétrole. «A moins que le dollar ne s'effondre», le potentiel de hausse est donc limité.

Ali N.

Festival du film francophone d'Angoulême

Le cinéma algérien à l'honneur

■ Les dernières productions filmiques algériennes attirent les acteurs du cinéma dans plusieurs pays du monde. En effet, un bon nombre de ces films participent à des manifestations internationales et décrochent des prix prestigieux. Afin d'honorer ces productions, les organisateurs de la 14^e édition du Festival du film francophone d'Angoulême (FFA), en France, ont décidé de célébrer le cinéma algérien.



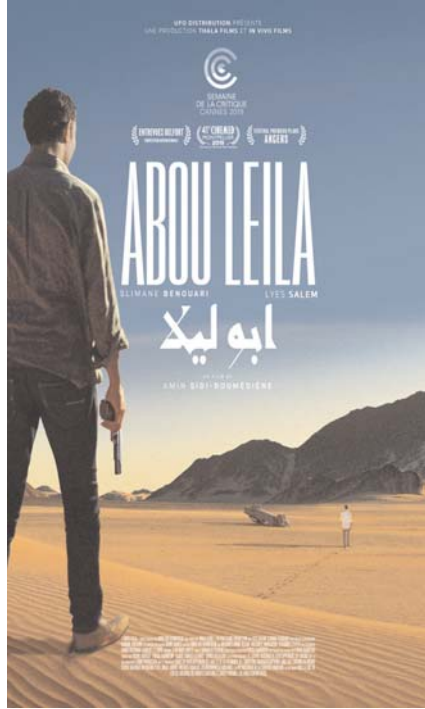
Par Abia Selles

Prévu du 24 au 29 août prochain, le Festival prévoit la projection de 12 films algériens,

entre anciens et nouveaux.

C'est sous le slogan «Hommage au cinéma algérien», que les films seront projetés dans le cadre d'un programme qui sera supervisé par l'acteur et

réalisateur algérien Lyes Salem, qui a déjà décroché en 2008 le prix «Valois de diamant» du meilleur film pour son œuvre «Mascarades» et en 2014, le prix Valois du meilleur acteur pour



son rôle dans «L'Oranais», un film dont il est aussi le réalisateur.

Dans la liste des films programmés lors de cette manifestation, «Chronique des années de brasse» (1975) de Mohamed Lakhdar-Hamina, «Omar Gatlati», «La Famille» de Merzak Allouache (2021), «Nahla» (1979) de Farouk Beloufa, ainsi que le film «De Hollywood à Tamanrasset» (1990) de Mahmoud Zemmouri.

Y seront également projetés, le film «Harem de Madame Osmane» de Nadir Moknèche, «Abou Leila» d'Amin Sidi-Boumediène, ainsi que «Leur Algérie» (2020) de Lina Soualem. Ce dernier avait décroché, au mois d'avril dernier, le prix spécial du jury pour le concours des films long métrage au Festival du film arabe de Malmö (Suède).

Dans le cadre de ce programme de célébration, une exposition d'art plastique sera organisée en hommage au défunt artiste plasticien, Mahjoub Benbella.

En musique, il sera également rendu hommage aux deux artistes défunts, Ouarda El Djazairia et Rachid Taha.

Lors de cette édition, il sera procédé à la projection de 60 œuvres de plusieurs pays, dont 10 œuvres dans le cadre du concours officiel. Pour la première fois en Europe, le film «Eiffel»

de Martin Bourboulon sera projeté à l'issue de la cérémonie d'ouverture au Théâtre d'Angoulême et au CGR le 24 août prochain pour lancer le festival, annonce les organisateurs. Ces derniers promettent le public que plusieurs stars françaises et «une grosse» surprise américaine sont attendus lors de cette édition. Selon la même source, fondé en 2008, le FFA est le 1^{er} festival francophone en France, visant à promouvoir le cinéma francophone et à consolider les jeunes talents. A. S.

Décès

Mo Hayder, star du roman policier, est morte

L'auteur britannique Mo Hayder, Clare Dunkel de son vrai nom, qui a signé une dizaine de romans policiers, est décédée à 59 ans des suites d'une maladie du motoneurone, a annoncé son agent littéraire mercredi 28 juillet.

«Nous avons perdu une brillante écrivaine et un être humain merveilleux, extraordinaire et unique. Ses livres étaient étonnants et novateurs. Clare était charmante, divertissante, caustique et toujours de bonne compagnie. Ce fut un privilège de travailler avec elle», a déclaré son agent Jane Gregory.

Mo Hayder s'était fait connaître à partir de l'année 2000 avec la publication de «Birdman», premier roman horrifique d'une série construite sur le personnage de l'inspecteur Jack Caffery. Suivront «L'Homme du soir», «Ritual», «Skin et Proies».

Elle remporta notamment le prestigieux Edgar Allan Poe Award (2012), ainsi que le Prix SNCF du polar européen (2005) ou le Grand prix des lectrices de Elle - catégorie Policier (2006)

L'éditeur anglais de la romancière affirme qu'elle venait d'achever sous le nom de Theo Sand un roman totalement différent du reste de son œuvre, «The Book of Sand», situé dans un univers parallèle, indique Lefigaro.fr.

Ce livre devrait paraître en Angleterre début 2022 et les éditions françaises des Presses de la Cité ont indiqué que celui-ci était en cours de traduction, pour une parution future. H. W.

Après la sortie de «Black Widow»

Scarlett Johansson attaque Disney

Devant un tribunal de Los Angeles, Scarlett Johansson a attaqué Disney en justice pour la sortie simultanée de «Black Widow» dans les salles de cinéma et sur sa plateforme de streaming. L'actrice, qui peut prétendre à un pourcentage des recettes du film au cinéma, s'estime lésée étant donné les chiffres relativement décevants pour un film Marvel. En effet, en trois semaines

«Black Widow» a engrangé 150 millions de dollars de recettes dans les salles obscures américaines et les experts du box-office considèrent que cela est en partie dû à la sortie du film au même moment sur Disney+. Selon l'actrice, cette sortie au même moment constituerait une rupture de contrat qui lui aurait fait perdre des millions de dollars. Avant la sortie du film, l'actrice Scarlett Johansson est reve-

nue sur les premières apparitions de son personnage. Interrogée par Collider, cette dernière a fait savoir qu'elle était ravie de la transformation de Natasha Romanoff que l'on avait déjà pu découvrir dans «Iron Man 2» en 2010. «Cela a clairement changé, et je pense qu'une partie de ce changement - c'est difficile à dire car je suis liée à ça - vient de moi. Je vais avoir 35 ans, je suis mère et ma vie est

différente. Évidemment, dix ans ont passé, des choses se sont passées et j'ai une manière différente et plus évoluée de me comprendre et me percevoir. En tant que femme, je suis à un passage différent de ma vie, et je me suis sentie plus indulgente envers moi-même, et parfois probablement pas assez. Je m'accepte mieux, je pense», a déclaré l'actrice principale du film réalisé par Cate Shortland. C. L.

Dernier film de Ridley Scott

«House of Gucci» dévoile sa première bande-annonce

Le film au casting cinq étoiles, composé notamment d'Adam Driver, Lady Gaga, Jeremy Irons ou encore d'Al Pacino, est attendu pour le 24 novembre prochain en salles.

Le très attendu «House of Gucci», réalisé par Ridley Scott, a dévoilé sa bande-annonce hier. Le long-métrage, basé sur le roman «The House of Gucci : A Sensational Story of Murder, Madness, Glamour, and Greed», sorti en 2001, revient sur le meurtre de Maurizio Gucci (Adam Driver), héritier de la mai-

son de couture italienne. Un crime, commandité par son épouse Patrizia Reggiani (Lady Gaga), et pour lequel elle a été condamnée à 26 ans de prison en 1998.

La chanteuse semble d'ailleurs plus diabolique que jamais dans ce rôle, à en voir les premières images. Mais le reste du casting n'est pas en reste non plus et pour cause : Ridley Scott a réuni la crème de la crème pour porter à l'écran certains des secrets de la maison Gucci.

Al Pacino (Aldo Gucci), Jared Leto (Paolo Gucci), méconnaissable dans la peau du personnage, mais aussi Salma Hayek (Giuseppina «Pina» Auriemma) ou encore Camille Cottin (Paola Franchi) et Jeremy Irons (Rodolfo Gucci), la distribution du film fait saliver. Le long-métrage devait à la base marquer les retrouvailles entre Al Pacino et Robert De Niro. Ce dernier devait jouer le rôle de Rodolfo Gucci, avant de se désister à cause d'un report de tournage.

Un projet très ambitieux qui

n'a néanmoins pas trouvé grâce aux yeux des héritiers du groupe de luxe. «Nous sommes vraiment déçus. Je parle au nom de la famille. Ils veulent l'identité d'une famille pour en faire profit, pour augmenter les revenus du système hollywoodien... Notre famille a une identité, une vie privée. Nous pouvons parler de tout. Mais il y a une frontière qui ne peut être franchie», avait déclaré Patrizia Gucci en avril dernier à l'agence de presse américaine Associated Press.



Hong Kong

9 ans de prison pour le premier condamné au nom de la loi sur la sécurité nationale

■ Un Hongkongais a été condamné hier à neuf ans de prison, à l'issue du premier jugement pour un crime relevant de la drastique loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin pour éradiquer la dissidence dans l'ex-colonie britannique.

Par Mourad M.

Tong Ying-kit, un serveur de 24 ans, avait été reconnu coupable mardi de «terrorisme» pour avoir foncé à moto sur trois policiers, mais aussi d'«incitation à la sécession» en raison du slogan du drapeau qu'il brandissait. Ce procès était particulièrement attendu pour voir l'interprétation que la justice hongkongaise allait faire d'une loi qui bouleverse le paysage juridique d'un territoire jadis considéré comme un bastion des libertés. M. Tong brandissait un drapeau où était inscrit «Libérez Hong Kong, la révolution de notre temps», la formule qui s'était imposée comme le principal slogan de l'immense mobilisation populaire de 2019. Les faits avaient eu lieu le 1er juillet 2020, le jour de l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité nationale. Il a été déclaré mardi coupable par un panel de

trois juges qui ont estimé que le drapeau contenait un slogan «capable d'inciter d'autres personnes à commettre un acte de sécession», et était par conséquent illégal. Il a été condamné à huit années de détention pour «terrorisme» et à 6 ans et demi d'emprisonnement pour «incitation à la sécession». Considérant que les deux peines pouvaient partiellement être commuées, les magistrats lui ont au final infligé neuf années d'emprisonnement. Les avocats du condamné ont d'emblée annoncé son intention de faire appel.

Le procès de deux semaines s'est déroulé sans jury, ce qui constitue une vraie rupture avec la tradition juridique hongkongaise. Et les trois magistrats avaient été choisis par l'exécutif hongkongais pour juger les affaires ayant trait à la sécurité nationale.

Plus de 60 personnes ont été inculpées en vertu de la loi sur la sécurité nationale, qui s'est

imposée comme le principal outil de la répression chinoise contre le mouvement pro-démocratie, et un des instruments qui permet à la Chine de remodeler Hong Kong à son image. Parmi les personnes poursuivies en vertu de ce texte draconien, figure notamment le magnat des médias Jimmy Lai, ex-patron du tabloïd pro-démocratie désormais disparu «Apple Daily». La plupart se sont vu refuser la libération sous caution et attendent leur procès derrière les barreaux.

Rédigée de façon très floue, la loi sur la sécurité nationale rend illégale l'expression de presque toute forme d'opposition.

Le second levier de la mise au pas imposée par la Chine est une campagne des autorités locales, nommée «Hong Kong dirigé par les patriotes», et dont le but est de vérifier la loyauté des fonctionnaires et élus locaux. Ces derniers jours, la justice et la police hongkongaise ont multiplié les initiatives allant dans le sens de cette reprise en main.

Quelques heures avant l'incarcération de M. Tong, l'avocate et militante Chow Hang-tung, inculpée pour avoir encouragé les Hongkongais à commémorer la répression de Tiananmen en 1989, a plaidé non coupable. «Le deuil n'est pas un crime», a-t-elle lancé au tribunal. Le professeur de droit Benny Tai, un des lea-



PH. A. D. R.

ders du mouvement pro-démocratie depuis 2014, a par ailleurs comparu dans une enquête lancée par l'organe de lutte contre la corruption. Le juriste de 57 ans a été plusieurs fois incarcéré pour son rôle dans le mouvement pro-démocratie et est actuellement en détention provisoire pour des poursuites au nom de la loi sur la sécurité nationale. Jeudi, un DJ et militant pro-démocratie a comparu dans le premier procès pour «sédition» engagé depuis la

rétrocession en 1997, au nom d'une vieille loi datant de 1938, à l'époque où la ville était une colonie britannique. Il est poursuivi pour des slogans qu'il avait scandés ou écrits en 2020.

La police a par ailleurs annoncé hier l'ouverture d'une enquête sur le fait que des spectateurs ont hué l'hymne chinois et hurlé des slogans pro-hongkongais alors qu'ils regardaient les JO de Tokyo sur un écran géant dans un centre commercial.

M. M.



Commentaire

Flambée

Par Fouzia Mahmoudi

L'Australie est depuis le début de la crise sanitaire mondiale du Covid-19 considérée comme l'un de ses pays qui a «gagné» contre le coronavirus en enregistrant moins de 1 000 morts pour 26 millions d'habitants depuis le début de la pandémie. Moins de 34 000 cas de malades ont d'ailleurs été enregistrés grâce à une discipline draconienne, le gouvernement multipliant les confinements de longues durées et à la fermeture très stricte des frontières de l'immense île-continent. Une politique payante sur le plan sanitaire qui toutefois ne satisfait plus une partie des Australiens, fatigués de cette longue quarantaine qui n'en finit plus. Des manifestations ont eu lieu ces dernières semaines avec certaines d'entre elles jalonnées de violence. Environ 300 militaires seront donc déployés dans les rues de Sydney dans les prochains jours pour veiller au respect du confinement dans la plus grande ville australienne, en proie à une flambée épidémique, ont annoncé, hier, les autorités. Mick Fuller, patron de la police de l'État de Nouvelle-Galles du Sud, dont Sydney est la capitale, avait demandé jeudi un renfort des militaires «pour doper notre empreinte opérationnelle». La police a annoncé hier qu'elle serait «épaulée par 300 membres des Forces de défense australiennes dans les prochains jours pour mener des opérations de vérification dans Sydney». Cette mission pourrait débuter dès lundi soir, a précisé Mick Fuller. Elle consistera principalement en des opérations de porte-à-porte pour vérifier que les personnes censées être confinées le sont effectivement. L'agglomération de cinq millions d'habitants en est à sa cinquième semaine de confinement. Cette mesure devrait durer jusqu'à la fin août. Les habitants ne sont censés pouvoir sortir de chez eux que pour faire du sport, pour aller travailler si leur emploi est jugé essentiel, pour des raisons médicales ou pour faire leurs courses. Mais voilà des semaines que parcs et promenades de front de mer sont bondés d'habitants discutant avec leurs amis en buvant leur café. La police inflige de plus en plus d'amendes à ceux qui enfreignent les restrictions. Le déploiement de militaires doit contribuer à cet effort. La police a défendu hier ce recours à l'armée en relevant qu'un déploiement similaire, l'année dernière, avait «permis de doper les capacités opérationnelles et fait que la police avait réalisé davantage de contrôles». Aujourd'hui, le pays enregistre des centaines de nouveaux cas par jour, qui compliquent les opérations de traçage des contaminations. Le chiffre peut paraître insignifiant au regard du nombre de cas de coronavirus dans d'autres grands pays. Mais il est un défi pour l'Australie qui a depuis le début opté pour une stratégie de «zéro cas». Reste à voir si la population, exaspérée par près de dix-huit mois d'un confinement quasi ininterrompu, qui a fait globalement ses preuves mais a rendu la vie de millions d'Australiens impossible, continuera à obéir à son gouvernement ou si la rébellion prendra de l'ampleur jusqu'à pousser les autorités à prendre des mesures encore plus sévères.

F. M.

Côte d'Ivoire

La justice internationale abandonne les poursuites contre Simone Gbagbo

Simone Gbagbo n'est plus poursuivie par la justice internationale : le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale contre l'ex-Première dame ivoirienne, accusée de crimes contre l'humanité lors de la crise de 2010-2011, a été levé. «La Chambre considère qu'il est approprié de décider que le mandat d'arrêt contre Simone Gbagbo cesse d'être effectif», écrit la CPI, répondant à une demande du procureur, dans une décision de 7 pages, datée du 19 juillet et rendue publique jeudi soir. «Bonne nouvelle pour M^{me} Simone Gbagbo (...), elle pourra désormais librement voyager à travers le monde entier», a réagi son avocat, Ange Rodrigue Dadjé, dans une déclaration transmise à l'AFP. «Cette levée du mandat vient boucler définitivement les poursuites dont faisaient l'objet les Gbagbo devant la CPI», a-t-il ajouté.

Simone Gbagbo était réclamée depuis 2012 par la CPI pour quatre chefs de crimes contre l'humanité, à savoir meurtre, viol, autres actes inhumains et persé-

cution, commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011.

Cette crise, née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite à la présidentielle de 2010 face à Alassane Ouattara, avait fait plus de 3 000 morts.

En mars dernier, la CPI avait définitivement acquitté Laurent Gbagbo, également poursuivi pour crimes contre l'humanité et il avait pu faire son retour en Côte d'Ivoire le 17 juin, après dix ans d'absence. Contrairement à son époux, Simone Gbagbo n'avait jamais été livrée à la CPI. Abidjan a toujours estimé être en mesure de la poursuivre pour les mêmes crimes que ceux lui étant reprochés par la Cour. Elle avait été condamnée, en mars 2015, à 20 ans de prison à Abidjan pour atteinte à la sûreté de l'État.

Insuffisant aux yeux de la justice internationale qui estimait que la Côte d'Ivoire «ne prenait pas de mesures tangibles» pour juger M^{me} Gbagbo pour les mêmes crimes que ceux allégués par la CPI. Elle avait finalement été libérée le 8 août 2018, après sept ans de détention, à la

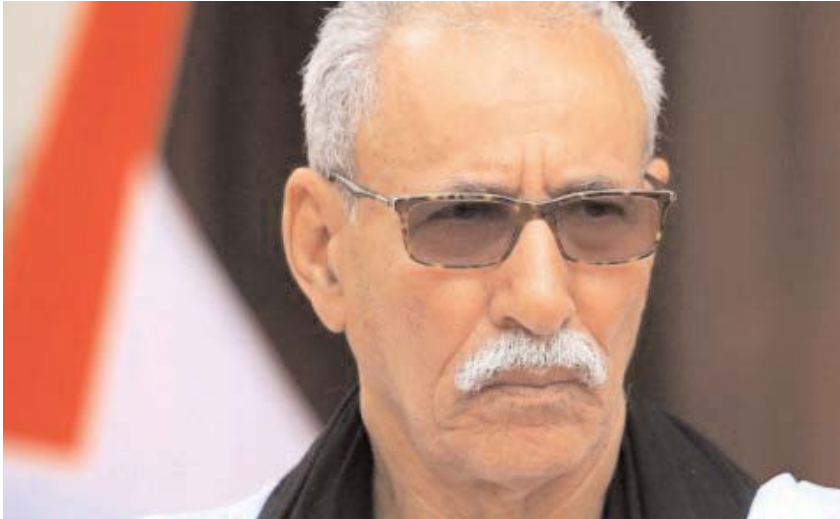
suite d'une amnistie décrétée par le président Alassane Ouattara afin de favoriser la réconciliation nationale. Une réconciliation qui se poursuit depuis le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire. Mardi, il a été reçu à la Présidence par son ancien rival Alassane Ouattara, pour la première fois depuis plus de dix ans. La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère chaleureuse : les deux hommes se sont donné l'accolade, tenu la main et échangé plusieurs éclats de rire. «Cette crise a créé des divergences mais cela est derrière nous», a notamment affirmé M. Ouattara.

Mais si la réconciliation nationale avance en Côte d'Ivoire, la rupture est désormais consommée au sein du couple Gbagbo. A peine rentré en Côte d'Ivoire, l'ancien président a demandé le divorce d'avec son épouse en raison de son «refus réitéré depuis des années de consentir à une séparation à l'amiable». Le couple est marié depuis 1989 et a deux filles ensemble.

Non-lieu du tribunal espagnol en faveur du Président Ghali

Front Polisario : «Une nouvelle victoire pour la lutte du peuple sahraoui»

■ Le représentant du Front Polisario auprès de l'Europe et de l'Union européenne (UE), Oubi Bouchraya Bachir, s'est félicité de la décision du tribunal espagnol central d'instruction portant «abandon des charges» portées par une association affiliée aux renseignements marocains contre le Secrétaire général du Front Polisario, Président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, qualifiant la décision de nouvelle victoire pour la lutte du peuple sahraoui.



Par Moncef G.

«**L**a Justice triomphe une nouvelle fois au profit de la lutte du peuple sahraoui et porte un autre coup fatal au régime de Makhzen et à ses plans visant à confisquer le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance», a indiqué M. Oubi Bouchraya dans une première déclaration du Front concernant la décision du tribunal espagnol d'instruction relative à l'abandon des accusations contenues dans la plainte portée par la prétendue association contre le Président Ghali en 2008.

«Le tribunal espagnol a réitéré l'affirmation du Front Polisario qui a nié dès le début, en bloc, les allégations formulées par l'association affiliée au régime du Makhzen», a-t-il ajouté.

Pour M. Oubi Bouchraya, l'affaire d'accusation du président sahraoui est une question «politique, dirigée par le régime du Makhzen, dans le but de porter atteinte à l'image du Président Ghali et, par ricochet du Front Polisario et la lutte de tout le peuple sahraoui». Selon le dispositif du jugement consulté jeudi

par l'APS, le juge d'instruction du tribunal espagnol a décidé l'abandon des charges portées par la prétendue association contre le Secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali.

Le juge espagnol a affirmé que les dépositions des témoins dans l'affaire sont en contradiction avec les charges contenues dans la plainte portée par l'association qui a prétendu qu'elle avait documenté des crimes qui condamnent le président sahraoui, de 1975 jusqu'en 1990.

Les dépositions des témoins suffisent pour prouver les contradictions dénoncées par la défense de M. Brahim Ghali, selon le rapport de Santiago Pederez qui a souligné un manque manifeste de détails pertinents sur le lieu et le moment des faits allégués ainsi que sur le poste occupé, alors, par le Président Ghali, et qui selon la justice espagnole sappe la crédibilité des témoignages et par conséquent empêche de maintenir l'accusation contre lui.

Le document affirme que les faits «sont prescriptibles» car le code pénal (1973) définit la prescriptibilité à 20 ans en qui concerne les crimes reprochés au Président Ghali.

La décision du Tribunal espagnol constitue un nouveau camouflet pour le Maroc qui a mobilisé son appareil diplomatique et ses médias pour discréditer le président sahraoui.

Elle intervient deux mois après celle de la Haute Cour d'Espagne qui a jugé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la détention provisoire, ni tout autre type de mesures préventives contre le Président sahraoui Brahim Ghali, hospitalisé, alors, en Espagne.

Le Président Ghali informe l'ONU de la situation déplorable dans les territoires sahraouis occupés

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a mis en garde contre la situation déplorable dans les territoires sahraouis occupés, affirmant que les attermolements du Secrétaire général de l'ONU et du Conseil de sécurité encouragent le Maroc à persister dans ses pratiques terroristes.

Dans les deux dernières

lettres adoptées récemment en tant que documents du Conseil de sécurité, l'ONU a été informée de «la situation déplorable dans les territoires sahraouis occupés», a indiqué M. Ghali dans un message adressé mercredi au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dont l'APS a reçu une copie jeudi.

Dans ce cadre, le SG du Front Polisario a mis en garde l'ONU et le Conseil de sécurité contre la situation alarmante marquée par la guerre terroriste et de représailles menées, depuis le 13 novembre dernier, par l'occupation marocaine contre les civils sahraouis, les militants des droits de l'Homme et les journalistes qui sont exposés à des pratiques barbares et inhumaines.

Le message du président sahraoui détaille la situation qui prévaut dans la ville de Boudjhour occupée, notamment le domicile de la militante sahraouie Sid Ibrahim Khaya qui est assignée à résidence depuis le 19 novembre 2020.

M. Ghali estime que tout cela se produit au moment où les éléments des appareils sécuritaires marocains continuent d'empêcher les partisans d'apporter les besoins alimentaires et médicaux à la famille de Sid Brahim Khaya, ce qui confirme, selon le message du président, «la détermination des autorités de l'occupation à intensifier leurs attaques terroristes et brutales à l'encontre des civils sahraouis et des militants des droits de l'Homme».

Le président sahraoui a également relevé la violence subie par les deux défenseuses des droits de l'Homme, Mina et Ambarika Alina Aba Ali, le défenseur des droits de l'Homme Hassane Douihi et la journaliste Salha Boutenkiza, de la part des hommes de sûreté marocains dans la ville d'El-Ayoune en mai dernier, rappelant, dans ce contexte, «la situation des détenus politiques sahraouis, dont ceux du Groupe Gdeim Izik, une situation alarmante du fait des conditions déplorables qu'ils

vivent dans les géolés marocaines».

Le Président Ghali a demandé de nouveau à Antonio Guterres d'intervenir urgemment, «en vue de mettre fin à la souffrance de tous les prisonniers politiques sahraouis et de leurs familles et d'assurer leur libération immédiate, afin qu'ils puissent rejoindre leur pays et leurs familles».

Le silence onusien contribue aux pratiques terroristes perpétrées par le Maroc

M. Ghali a rappelé, par ailleurs, que «l'attribution et le silence du SG des Nations unies et du Conseil de sécurité face à l'attitude criminelle de l'occupation marocaine ouvrent la voie à ce régime d'aller loin dans ses pratiques terroristes et barbares sur les territoires sahraouis occupés».

«Dénonçant énergiquement la violence et le terrorisme continus exercés contre les activistes et journalistes sahraouis, nous vous rappelons ainsi que le Conseil de sécurité la responsabilité et la protection qui vous incombe à l'égard des civils sahraouis dans les territoires occupés, militairement encerclés et médiatiquement blackoutés», a-t-il encore écrit.

Et d'ajouter : «Il est nullement possible d'établir un processus de paix, alors que l'occupant marocain, carrément incriminé, continue à mener une guerre terroriste, exercer des représailles à l'encontre des civils et activistes, et tenter d'imposer la politique du fait accompli».

Le Front Polisario, affirme le président sahraoui, «ne baissera pas les bras face à la férocité et les hostilités que l'occupation intensive contre le peuple sahraoui, et se réserve le droit légitime de riposter résolument à toute action susceptible d'atteindre à l'intégrité des citoyens sahraouis où qu'ils soient».

M. G.

Covid-19/Tunisie

3 676 nouvelles infections

Le ministère tunisien de la Santé a annoncé, jeudi, avoir signalé 3 676 nouvelles contaminations par le coronavirus, suite à 14 108 tests de dépistage. Dans un communiqué, le ministère a également fait état de 190 décès supplémentaires dus à cette maladie, dont 76 enregistrés en date du 27 juillet.

Ainsi, le nombre de cas de Covid-19 s'élève à 582 638 en Tunisie et le nombre de décès a atteint 19 336, et ce, depuis le

2 mars 2020, date du premier cas signalé.

Par ailleurs, le nombre de guérisons est monté à 499 664 depuis l'apparition de l'épidémie dans le pays. Le ministère tunisien de la Santé a annoncé ce jeudi le démarrage d'une nouvelle campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus, orientée vers les personnes âgées entre 40 et 49 ans, après avoir presque achevé la vaccination pour la catégorie de plus de 50 ans. Rappelons que

3 911 961 Tunisiens sont inscrits sur la plateforme électronique de vaccination, Evax, dont 1 081 214 sont entièrement vaccinés à la date du 26 juillet 2021.

Maroc : 8 995 nouveaux cas et 32 décès en 24H

Un total de 8 995 nouveaux cas d'infection au coronavirus (Covid-19) et de 32 décès a été enregistré au Maroc au cours

des dernières 24 heures, a indiqué, jeudi, le ministère de la Santé.

Le nouveau bilan porte à 606 871 le nombre total des contaminations depuis le premier cas signalé au Maroc en mars 2020, a précisé le ministère dans son bulletin quotidien sur la situation de Covid-19. Quant aux décès, leur nombre total est passé à 9 697 (létalité 1,6 %), avec 32 nouveaux cas enregistrés.

R. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Tizi Ouzou/ Covid-19

Acquisition de moyens de production d'oxygène et durcissement du confinement

LA SITUATION sanitaire de la wilaya de Tizi Ouzou, due au Covid-19, ne semble pas s'améliorer en dépit d'un vaste élan de solidarité pour l'acquisition d'équipements médicaux nécessaires à la production d'oxygène. Les hôpitaux de la wilaya accueillant des malades atteints de Covid-19, notamment le CHU, l'EHS de cardiologie de Draa Ben Khedda, les EPH de Larbaa Nath Irathen, Tizirt, Ain El Hammam, Azazga, Azeffoune, Boghni et de Draa El Mizan, continuent de connaître un manque d'oxygène et la mort de patients dépendants de ce produit. Parallèlement à la panique dans la région, le mouvement associatif et de nombreux bienfaiteurs ont engagé une course contre la montre pour acquérir des centrales de production ou encore des concentrateurs d'oxygène. La mobilisation s'élargit à travers la wilaya pour collecter les fonds nécessaires à ces acquisitions. L'apport de la diaspora a été déterminant dans ces actions de solidarité. En un temps record, des sommes colossales ont été collectées comme pour le collectif de la région de Tizirt qui a rassemblé plus de 40 000 euros et compte faire parvenir aux malades de l'hôpital de la région plusieurs concentrateurs dès la semaine prochaine. A Boghni, plus de 98 000 euros ont été collectés et les initiateurs ont entamé la procédure d'acquisition d'une centrale d'oxygène. Dans la région de Ain El Hammam, un bienfaiteur et ses enfants ont pris l'engagement de financer la même acquisition au profit de l'hôpital de la

localité dont la procédure de commande a été entamée. D'autres actions de solidarité pour fournir des médicaments et autres matériels au personnel médical sont lancées par des collectifs. Cela ne doit pas détourner les citoyens de l'urgence de briser la chaîne de transmission du virus, de l'avis des professionnels de la santé qui multiplient les appels au strict respect des mesures barrières préventives contre la propagation. Selon eux, c'est même la priorité de l'heure car le nombre de contaminations n'a pas baissé. La lutte contre le coronavirus doit être menée en amont et en aval, d'autant que la majorité des équipements acquis dans le cadre de la solidarité ne seront pas opérationnels dans l'immédiat. A ce propos, plusieurs municipalités de la wilaya de Tizi Ouzou ont décidé d'avancer l'heure du confinement à 14h, comme c'est le cas des trois communes des Ouacifs, Ait Toudert et Ait Boumahdi, ou encore à Larbaa Nath Irathen à compter de 15h.

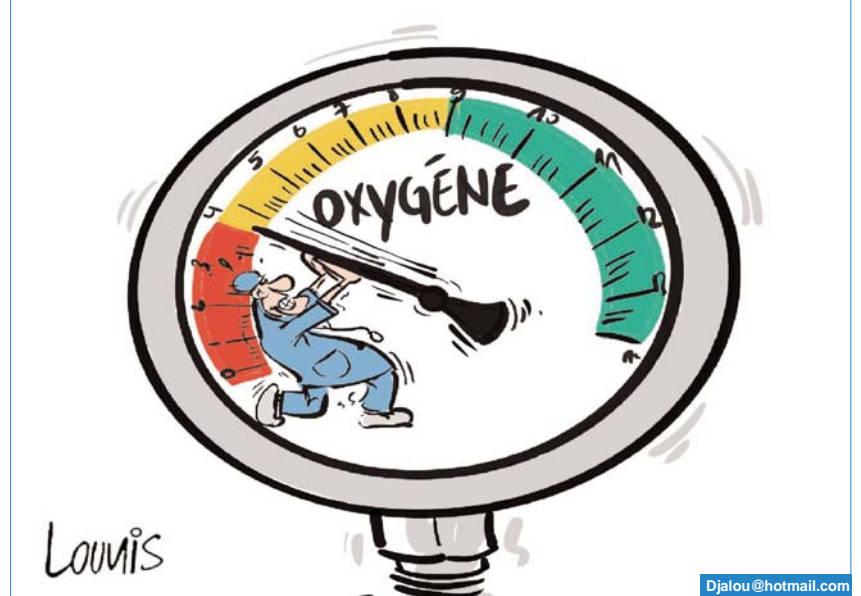
Hamid M.

Elle a signé un accord avec un partenaire turc

La CGEA va importer des générateurs d'oxygène

LA CONFÉDÉRATION générale des entreprises algériennes (CGEA), de la wilaya de Tlemcen, a signé un accord avec un partenaire turc pour l'importation de générateurs d'oxygène. L'organisation chapeauté par Saida Neghza a obtenu une autorisation pour ce faire, de la part du ministère. La CGEA, faut-

La course contre la mort



Djalou@hotmail.com

Covid-19

Le journaliste de Canal Algérie Salem Azzi n'est plus

■ Le journaliste de la rédaction anglophone de Canal Algérie, Salem Azzi, est décédé jeudi à l'âge de 62 ans des suites de complications dues au Covid-19, a appris l'APS auprès du directeur de la chaîne.

Par Slim O.

Le défunt a été admis, il y a une dizaine de jours, au service de réanimation de l'hôpital de Zéralda (Ouest d'Alger) après sa contamination au coronavirus, avant de succomber à une détresse respiratoire, selon la même source.

Également musicien connu sous le nom de Salem Atakor, Salem Azzi avait intégré la «Coordination internationale» de l'Entreprise publique de la Télévision, avant de rejoindre la chaîne francophone Canal Algérie. Il était également connu pour ses dons dans le domaine musical. En cette douloureuse circonstance, le ministre de la Communication, Amar Belhimer, a présenté ses condoléances les plus attristées à la famille du défunt ainsi qu'à l'ensemble de la corporation journalistique. Pour leur part, le directeur général de l'APS, son directeur de l'Information ainsi que l'ensemble des cadres et employés de l'Agence présentent leurs sincères condoléances à la famille du défunt et à la rédaction de la



Télévision, tout en les assurant de leur profonde sympathie en cette triste circonstance.

Slim O./APS

Béjaïa

Plusieurs stations d'oxygène financées par des opérateurs économiques

Un véritable sursaut d'orgueil est observé depuis une semaine à Béjaïa suite à la crise sanitaire qui s'est accentuée ces derniers jours avec le manque d'oxygène médical dans de nombreux hôpitaux de la wilaya. Une chaîne de solidarité est organisée en faveur des malades Covid et du secteur de la Santé. Après l'acquisition d'une centrale de production d'oxygène sur initiative de l'association Soummam Akbou et le financement de 17 industriels de la localité, le Groupe ECI-Boudiab de Béjaïa a décidé, lui aussi, de financer l'acquisition d'une station de production d'oxygène en faveur de l'hôpital Khellil-Amrane. «Cette unité sera officiellement installée ce lundi», selon Hafid Boudrahem, surveillant général au CHU. L'unité sera transportée par avion spécial. Un autre industriel de Béjaïa, connu au niveau national et qui n'a pas voulu publier son nom avant l'arrivée de ces unités,

a décidé de financer deux stations d'oxygène en faveur des établissements hospitaliers de la wilaya. «Elles seront importées et installées dans 10 jours», selon notre source. Les industriels de la zone d'activité de Taharht, à Akbou, ont décidé également d'acquiescer 1 000 concentrateurs d'oxygène en faveur des hôpitaux et EPSP de la wilaya. Ce lot est importé de Turquie et arrivera ce lundi. L'association des chefs d'entreprise de la zone industrielle de Taharht d'Akbou ont tenu avant-hier une réunion avec le wali, afin de demander les besoins du secteur de la Santé en vue de l'aider financièrement pour l'acquisition d'équipements médicaux en faveur des établissements hospitaliers de la région. D'autres actions de solidarité sont engagées un peu partout par le mouvement associatif. Pour sa part, le patron de la Laiterie Soummam a décidé de financer l'acquisition de 10 unités

de production d'oxygène dont celle d'Amizour, et a fait don de 350 milliards de centimes, soit le reste de la cagnote collectée par le mouvement associatif de Kherrata, afin d'acquiescer une station d'oxygène au bénéfice de l'hôpital de la localité. Il a également offert une somme d'argent au mouvement association pour compléter le montant manquant devant servir à l'achat d'un générateur d'oxygène en faveur de l'hôpital de la municipalité d'Aokas. Les industriels et associations de la ville de Tazmalt ont lancé une initiative commune visant à collecter des fonds pour l'acquisition de matériel médical en faveur de l'EPSP de la ville qui ne dispose, actuellement, que de peu de moyens pour faire face à cette pandémie qui a fait beaucoup de victimes ces derniers jours dans les quatre coins de la wilaya. Contacté hier, Hamou Boutrif, industriel de la commune et l'un des participants à cette initiative,

dira : «Nous avons lancé cette initiative depuis deux jours et nous nous sommes réunis avec le directeur de l'EPSP, en présence de membres de l'exécutif communal, afin de recenser le manque auquel fait face l'établissement». «Tazmalt Association de France (TAF) a engagé également une collecte de fonds afin d'équiper l'hôpital et l'EPSP de Tazmalt en station d'oxygène médical et autres équipements tels que les concentrateurs portatifs d'oxygène dont manque grandement la polyclinique de la ville. Le mouvement associatif local a appelé, avant-hier soir, le wali afin d'inaugurer dans l'urgence le nouvel hôpital de 60 lits de la ville dont le taux d'avancement des travaux a atteint les 96 %». Plusieurs présidents d'associations se sont engagés à réaliser les travaux de VRD, un ascenseur et la clôture de cet établissement dont la réalisation a beaucoup entraîné. Un opérateur économique

de la région de Sidi-Aich, ayant gardé l'anonymat, s'est engagé lui aussi à équiper l'EPH de la commune en générateurs d'oxygène. Le mouvement associatif local et le bureau du Croissant-Rouge local ont engagé une opération de collecte de fonds en vue d'équiper cet hôpital en matériel médical. Un bienfaiteur, en l'occurrence l'industriel Rachid Arouche, a décidé d'acquiescer une centrale d'oxygène en faveur du nouvel hôpital de Souk El-Tennine. La procédure a été finalisée avec la DSP et l'unité sera livrée dans 10 jours, a-t-on appris. L'opérateur économique Alloua Zaïdi a donné son accord pour la participation à l'achat de cette unité. Plusieurs autres industriels et commerçants de la région se sont montrés disponibles pour aider financièrement à l'achat d'équipements médicaux.

Hocine Cherfa